EZA MAGAZINE

LA VOIX DES FEMMES RURALES
Visite chez Afammer, le nouveau membre d'EZA.

LES RÉALITÉS DES JEUNES EUROPÉEN.NE.S
Visite au séminaire international d'EZA, organisé par la JOC Europe.

SÉMINAIRE DE LANCEMENT 2021 D'EZA : POINTS CLEFS DU DIALOGUE SOCIAL
L'Europe après la pandémie de coronavirus et avant le boom économique ?

LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE DANS LE SECTEUR DE LA CONSTRUCTION : POURQUOI LA DURABILITÉ DOIT ÊTRE SOCIALE

NUMÉRO 3/2021

ÉDITORIAL

Chers/chères collègues, chers/chères lecteur.rice.s,

Avec ce numéro, nous prenons congé de vous pour la pause de Noël, une pause de la vie quotidienne, d'une année secouée par la crise, pour que Noël puisse être Noël. J'aimerais partager avec vous deux réflexions en cette fin d'année :
Dans la tradition chrétienne, l'avent est le moment de se préparer à une nouvelle ère qui s'annonce. Le deuxième dimanche de l'avent, Luc reprend l'appel de Jean-Baptiste, la voix qui appelle à la conversion dans le désert. Il parle de montagnes et de collines qui seront abaissées, de vallées et ravins qui seront comblés et de chemins tortueux qui deviendront droits.

Lors du séminaire de lancement de cette année, nous avons fait de ce moment propice à l'ouverture de nouvelles voies notre préoccupation centrale. Nous avons discuté de la question de savoir si nous, en Europe, parviendrons à utiliser ce kairos. Pouvons-nous créer quelque chose de nouveau et saisir ce moment de crise profonde qu'ont engendrée la pandémie et la question urgente de la protection du climat pour créer un ordre social et économique réellement durable, qui ait le visage de la dignité ?

Quelles montagnes devons-nous encore abaisser pour préparer la voie à la réussite de l'ambitieux plan de reconstruction de l'UE ? Quels ravins, quels clivages sociaux et quels pièges devons-nous combler pour traverser la pandémie ensemble et de manière solidaire ? Je pense qu'en tant que syndicalistes et représentant.e.s des travailleurs, nous nous sentons peut-être parfois comme Jean, prêcheur solitaire dans le désert. Honnêtement, ne sommes-nous pas préoccupés par le fait que, malgré notre engagement en faveur d'une transformation socialement juste, nous ne pourrons probablement pas annoncer une « bonne nouvelle » à toutes les travailleuses et tous les travailleurs ?

Nous pouvons faire tout ce qui est humainement possible. Dans les moments d'impuissance, de perplexité, d'épuisement, s'en remettre à Dieu dans la confiance et la consolation peut nous aider à abaisser les montagnes et les ravins avec une force et un courage renouvelés. Peut-être pouvons-nous même apprendre à marcher droit sur des chemins tortueux.

Je vous souhaite à vous toutes et tous une joyeuse fête de Noël et une année 2022 marquée au sceau de la confiance et du courage !

Sigrid Schraml
Secrétaire générale

SOMMAIRE

4
LA VOIX DES FEMMES RURALES :
Visite chez Afammer, le nouveau membre d'EZA

9
LES RÉALITÉS DES JEUNES EUROPÉEN.NE.S :
Visite au séminaire international d'EZA, organisé par la JOC Europe

13
SÉMINAIRE DE LANCEMENT 2021 D'EZA : POINTS CLEFS DU DIALOGUE SOCIAL:
L'Europe après la pandémie de coronavirus et avant le boom économique ?

16
LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE DANS LE SECTEUR DE LA CONSTRUCTION : POURQUOI LA DURABILITÉ DOIT ÊTRE SOCIALE

20
ADRESSE

LA VOIX DES FEMMES RURALES

Visite chez Afammer, le nouveau membre d'EZA

Ciudad Real — Afammer (Association pour les familles et les femmes en zone rurale) est devenue membre du réseau d'EZA au mois d'octobre 2021. L'association se bat depuis 1982 pour les femmes rurales et les soutient grâce à différentes activités. Carmen Quintanilla Barba est sa fondatrice et sa présidente. Actuellement, Afammer compte 190 000 membres en Espagne et dispose d'excellentes relations internationales. Nous avons rendu visite à Carmen Quintanilla Barba à la centrale d'Afammer, basée à Ciudad Real.

CIUDAD REAL - ESPAGNE

INTERVIEW : Lukas Fleischmann
PHOTOS : Lukas Fleischmann

EZA : Bienvenue dans le réseau d'EZA ! Avant toute chose, pourriez-vous nous expliquer ce qu'est Afammer ?

Carmen : Afammer est née en Espagne il y a 39 ans, à un moment crucial de l'histoire du pays, juste après l'adoption de la constitution qui nous a permis de vivre au sein d'un État de droit et d'une démocratie. Des mouvements de femmes généraux existaient déjà, mais personne n'avait pensé aux femmes en zones rurales. Ces femmes ont réussi à maintenir de nombreux villages de notre pays en vie, pourtant l'inégalité des sexes s'y est tout particulièrement manifestée. Nous voulons leur donner une voix et mettre un terme à leur invisibilité.

EZA : Arrêtons-nous sur ce sujet, pourquoi est-ce important de donner une voix aux femmes rurales ?

Carmen : Les femmes rurales sont la clef du développement de nos villages. Sans elles, il n'y a pas d'avenir. Toutefois, pour que les villages aient un futur, il faut atteindre l'égalité entre les hommes et les femmes. De plus, il faut qu'il y ait des services publics, et surtout des emplois, dans les zones rurales. Si les femmes ont du travail, elles ne partiront pas. Parmi les personnes qui quittent les villages en Espagne, deux sur trois sont des jeunes femmes éduquées. Nous voulons que ces femmes restent dans les villages.

EZA : Pourquoi partent-elles ?

Carmen : Les raisons sont nombreuses. Premièrement, le dépeuplement n'est pas un problème qui concerne uniquement l'Espagne, mais bien toute l'UE. Les causes sont similaires. On pourrait dire que c'est dû à l'écart salarial, à la fraction numérique et au manque d'emplois. On constate également une masculinisation des villages, ce qui est une autre raison qui pousse les femmes à partir. C'est un cercle vicieux.

EZA : Qu'implique cette masculinisation des villages ?

Carmen : C'est une question de survie. Un village uniquement composé d'hommes n'est pas durable. Malheureusement, les fonctions de direction en zone rurale restent largement occupées par des hommes. Chaque femme qui quitte le village renforce encore cette inégalité. D'autre part, cette situation peut provoquer des violences vis-à-vis des femmes. Moins il y a de femmes dans les villages, plus celles qui restent deviennent invisibles, et moins elles se font entendre.

« LES FEMMES RURALES SONT LA CLEF DU DÉVELOPPEMENT DE NOS VILLAGES. SANS ELLES, IL N'Y A PAS D'AVENIR. »

EZA : Combien y a-t-il de femmes rurales aujourd'hui en Espagne ?

Carmen : Actuellement, quelque six millions de femmes vivent dans les villages espagnols.

EZA : Comment les associations comme Afammer aident-elles ces personnes ?

Carmen : Nous avons, par exemple, créé des formations. Nous organisons des formations sur mesure dans les villages, qui sont adaptées aux besoins des femmes : les sujets vont des soins de santé à la création d'une entreprise de tourisme rurale ou d'un atelier de restauration de meubles. Elles sont toutes données par des femmes. L'action est une belle réussite. De nombreuses femmes trouvent du travail ou rejoignent une coopérative. Il faut aussi provoquer un changement socioculturel. Nous proposons en outre des formations numériques dans les villages comptant moins de mille habitants. Nous créons, par exemple, un commerce en ligne de produits ou de services.

EZA : La formation fait partie du travail d'Afammer, mais qu'en est-il des crimes misogynes ou de la maltraitance et violence contre les femmes ? Comment Afammer gère-t-elle ces problèmes ?

Carmen : Cette année, en Espagne, 37 femmes sont mortes des suites de la violence. C'est une tragédie, une véritable honte sociale. Parmi ces 37 femmes, 14 provenaient de villages comptant moins de 10 000 habitants. C'étaient des femmes rurales qui vivaient en silence, car, dans les zones rurales, il n'est pas rare que l'honneur familial prime sur la honte qui s'abat sur une famille à la suite d'un viol. La parole de l'agresseur vaut souvent plus que celle de la victime. Pour lutter contre cette réalité, nous avons, par exemple, lancé le programme « Ta pharmacie, ton refuge ». Dans de nombreux villages, la pharmacie est le seul service de santé. Grâce à cette action, que nous avons mise sur pied avec l'école des pharmaciens de Madrid, nous voulons créer des lieux sûrs au sein des villages. Nous avons aussi réalisé un petit film appelé « Una Palabra » (Un mot), dans lequel nous dénonçons le silence dont souffrent les femmes en zone rurale.

EZA : Afammer et l'un des nouveaux membres d'EZA. Quelles étaient vos motivations pour rejoindre le réseau ?

Carmen : Je pense que le réseau EZA bénéficie d'une belle réputation. Afammer a toujours eu une vocation européenne et transatlantique. Nous ne sommes pas une association qui s'est limitée à l'Espagne. L'échange international d'idées et de méthodes de travail a toujours eu beaucoup d'importance pour nous. C'est un honneur de faire partie d'EZA. Avec nos 190 000 membres, je pense que nous pouvons aussi apporter une belle contribution au réseau.

EZA : Merci beaucoup pour cet entretien !

CARMEN QUINTANILLA BARBA (*1954) EST LA FONDATRICE D'AFAMMER

Carmen Quintanilla Barba (*1954) est la fondatrice d'Afammer. Elle a été députée nationale de la circonscription de Ciudad Real pour le parti conservateur (Partido Popular) de 2000 à 2019. Elle est diplômée en relations du travail et en travail social ; elle enseigne le commerce et, en tant que fonctionnaire du Corps supérieur des techniciens des organismes autonomes de l'Administration civile de l'État, elle a principalement travaillé pour l'INEM, l'organisme public national de l'emploi.

LES RÉALITÉS DES JEUNES EUROPÉEN.NE.S

Visite au séminaire international d'EZA, organisé par la JOC Europe

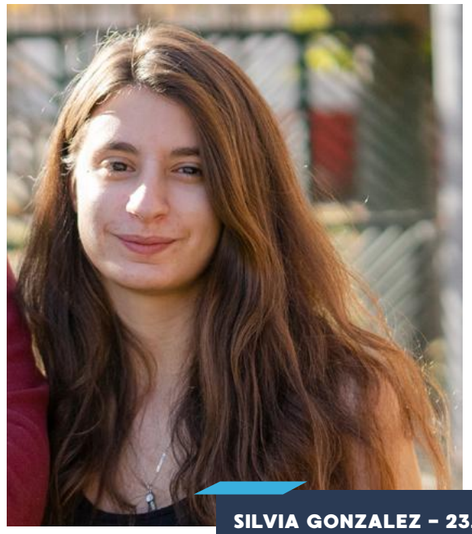
CAROLIN MOCH – EST L'ORGANISATRICE DU SÉMINAIRE & COORDINATRICE EUROPÉENNE DE LA JOC

TEXTE : Lukas Fleischmann
PHOTOS : Lukas Fleischmann

Valladolid — perte d'emploi, isolement social, manque des perspectives : les jeunes travailleurs et travailleuses en Europe font face à de nombreux problèmes. La pandémie a exacerbé les défis sociaux et économiques. La JOC Europe (Jeunesse Ouvrière Chrétienne – Europe) cherche à trouver de nouvelles pistes ou à ouvrir de nouvelles perspectives grâce aux relations internationales. Conformément à la méthode du « voir », « juger » et « agir », des jeunes provenant d'Espagne, d'Allemagne et de Belgique ont discuté de leur quotidien.

Carolin Moch est l'organisatrice du séminaire. Depuis le mois d'avril 2021, elle est coordinatrice européenne de la JOC et fait le lien entre les mouvements nationaux de la Jeunesse Ouvrière Chrétienne. « À la base, nous voulions aborder les réalités des jeunes après la pandémie de COVID-19. Nous constatons que cela ne correspond pas à la situation actuelle, car la pandémie a empêché beaucoup de personnes de venir », explique Caroline Moch, « mais nous avons tout de même pu rassembler tous les mouvements nationaux ici. Ce sont des jeunes gens actifs au sein des organisations de travailleurs. Dans notre jargon, ce sont des jocistes. »

Témoignages de jocistes



SILVIA GONZALEZ – 23, VALLADOLID, ESPAGNE

« J'ai toujours fait partie de la JOC, depuis que je suis toute petite. Sans cette organisation, je ne serais pas la personne que je suis aujourd'hui. J'aurais peut-être d'autres idéaux. La JOC m'a aidée à me développer. Aujourd'hui, je suis sapeur-pompier en forêt, un métier où les conditions de travail sont parfois très précaires. Mais je sais que je peux toujours demander de l'aide à mon groupe. Il y a aussi les actions communes. Tout cela fait que je suis très attachée à la JOC. Ma vie a beaucoup changé durant la pandémie, mais je ne sais pas si mon état instable était dû à la pandémie. Finalement, cela m'a fait du bien d'être confinée et de réfléchir sur moi-même. J'ai beaucoup évolué. Je me concentre sur des activités qui me font du bien, et je vis avec des gens qui me sont bénéfiques. Que demander de plus ? »

« Je suis coordinateur de la JOC de Wallonie et de Bruxelles. Nous voulons mettre les jeunes travailleurs et travailleuses en réseau et améliorer leur vie. La vie de la plupart des personnes avec lesquelles nous travaillons est caractérisée par des peurs existentielles. Il y a les soucis financiers, mais il y a aussi la crainte du changement climatique ou de troubles sociaux. Nous voulons les aider à faire face à leurs peurs et à trouver des solutions, ou au moins des stratégies. Nous avons remarqué que cela ne sert pas à grand-chose de discuter avec les politiques, car nos opinions divergent trop. Notre stratégie consiste donc à organiser des actions en fonction des besoins. Concrètement : lorsqu'il s'agit par exemple de précarité, nous lançons des initiatives. Nous ouvrons notamment des magasins qui proposent des vêtements ou d'autres articles gratuitement. Nous organisons aussi des manifestations. En parallèle, nous proposons une offre culturelle. Cela signifie que nous organisons des concerts, par exemple. Mais nous le faisons avec les personnes concernées. Nous ne sommes pas une aide sociale. Nous sommes une organisation qui vit par et pour ses membres. Pour nous, il est crucial de pouvoir faire partie d'un réseau européen. Je pense que nous allons tous dans le même sens, avec des différences personnelles et structurelles, bien entendu. Mais c'est exactement cela qui nous aide à mieux remettre en question nos actions et nos initiatives et à nous améliorer. »

MARTIN GUERARD – 31, MONS, BELGIQUE

JAVIER MARTINEZ – 36, BURGOS, ESPAGNE

> Avant de rejoindre la JOC, je m'engageais toujours seul. Je participais aux activités qui m'intéressaient. Je ne m'étais jamais affilié à une organisation. Je suis arrivé à la JOC via une offre de formation. À la base, je m'y intéressais pour étoffer mon CV, car je suis actuellement à la recherche d'un emploi. Mais lorsque j'ai découvert la JOC, j'ai trouvé les personnes très agréables. Pour moi, c'était clair : je voulais rester dans cette organisation et y devenir actif. Aujourd'hui, je ne suis plus vraiment jeune, mais j'aimerais quand même y rester, pour soutenir les jeunes qui ont les mêmes doutes et les mêmes préoccupations que moi. Même pendant la pandémie, il est toujours question d'emploi précaire et d'inégalité. Je pense que cela a empiré.

Les réalités des jocistes

Que ce soit en Belgique, en Espagne ou en Allemagne, les jeunes de toute l'Europe font face à des défis similaires, également après la pandémie. Ces réalités doivent être davantage entendues par les décideuses et décideurs, explique Caro Moch, la coordinatrice européenne de la JOC. « Les personnes vivant dans un espace restreint, par exemple en collocation ou avec leurs parents, ont subi une énorme pression psychique. Parallèlement, l'accès des jeunes aux espaces publics a été limité. Les jeunes ont souvent des jobs précaires, et perdent leur emploi ou se trouvent perpétuellement en attente. Ils sont livrés à eux-mêmes pour leur formation et leurs études et subissent en outre une grande pression suite à la disparition de leur revenu. D'autre part, la pandémie montre que ceux dont les ressources financières sont plus faibles ont moins de chances de pouvoir financer leur apprentissage numérique grâce à l'équipement adéquat. » Dans tous les pays, elle constate également que les besoins sociaux des jeunes ont été largement moins pris au sérieux que les désirs des associations professionnelles ou des grands lobbys. « Ce que nous voyons, ce n'est pas le résultat de la pandémie, cela fait partie d'un système qui ne met pas l'être humain au cœur de ses actions », poursuit Caro Moch, coordinatrice européenne de la JOC.

Les revendications des jocistes

A l'issue de la conférence, les jocistes ont formulé des demandes à l'attention de la politique et de la société. En temps de crise, les réalités de vie des jeunes et d'autres groupes vulnérables devraient être davantage prises en compte à l'avenir. Il s'agit, par exemple, de la situation de logement et de l'importance des lieux de formation et des espaces publics pour la santé mentale. Ce faisant, l'État devrait aussi épauler les jeunes et les femmes qui sont particulièrement touchés par le travail à temps partiel et les emplois précaires. Il serait essentiel que les jeunes aient également accès à des emplois offrant une sécurité sociale. Il serait impensable que les jeunes doivent dans un premier temps passer par des jobs mal payés et précaires avant d'avoir assez d'expérience pour décrocher un emploi stable.

Cet article a été rédigé dans le cadre du séminaire international d'EZA sur le thème : « Sécurité sociale, égalité femmes-hommes et COVID-19 – défis et opportunités pour les jeunes », organisé par la JOC Europe du 18 au 21 novembre 2021 à Valladolid, en Espagne.

SÉMINAIRE DE LANCEMENT 2021 D'EZA : POINTS CLEFS DU DIALOGUE SOCIAL

L'Europe après la pandémie de coronavirus et avant le boom économique ?

TEXTE : Lukas Fleischmann | Sigrid Schraml |Denis Strieder
PHOTOS : ÖZA | Adobe Stock

Vienne — durant le séminaire de lancement d'EZA, quelque 110 participant.e.s ont débattu de l'avenir numérique, vert et social de l'Europe. Les représentant.e.s de 24 pays ont participé à l'évènement les 25 et 26 novembre, qui s'est tenu en ligne à cause de la pandémie. Il était question de déterminer les enseignements que l'Europe tire de la pandémie et de savoir si le moment présent, le kairos, peut être utilisé pour transformer l'économie et la société de façon véritablement durable et sociale.

L'organisation du séminaire découlait d'une collaboration entre le Secrétariat d'EZA et l'ÖZA (Österreichisches Zentrum für Arbeitnehmerbildung, Centre autrichien pour la formation des travailleurs), membre d'EZA. Dans son discours d'ouverture, Norbert Schnedl, président de l'ÖZA, a mentionné la désolidarisation de la société. Selon lui, des opinions de plus en plus radicales sont partagées, et ce phénomène a été exacerbé par la pandémie et les réseaux sociaux, ce qui pourrait représenter un danger pour les démocraties établies, contre lequel nous devons nous battre avec véhémence. Michael Linhart, ministre autrichien des Affaires étrangères, a appelé dans son intervention d'accueil à trouver des solutions aux défis résultant de la pandémie, en partant des valeurs socio-chrétiennes communes. Il a réclamé une plus forte cohésion durant la crise. Se faire vacciner est selon lui un signe de solidarité.

« LE MONDE GLOBALISÉ DOIT CONTINUER À SE DÉVELOPPER AU-DELÀ DE LA GÉOPOLITIQUE PURE POUR CRÉER UNE GÉOSOCIÉTÉ QUI REPENSE SON AVENIR ET QUI TRANSFORME L'ÉCONOMIE DE MARCHÉ SOCIALE EN ÉCONOMIE DE MARCHÉ ÉCO-SOCIALE. »

Rapports d'expérience : conséquences de la pandémie

Comme le veut la tradition, les membres du réseau EZA ont rapporté des expériences de leurs différents pays durant le séminaire de lancement. Joseph Thouvenel de la CFTC (Confédération Française des Travailleurs Chrétiens) a détaillé la situation en France : plus de 300 000 emplois ont été perdus durant la crise. En outre, les travailleurs et travailleuses rencontrent de nombreux défis suite à l'inflation, qui ont des conséquences inégales pour les hommes et les femmes. Parallèlement, la France fait face à un exode urbain dû à la possibilité de télétravailler. Americo Monteiro Olivera (EBCA) a détaillé la situation au Portugal : les aides de l'État n'ont bénéficié qu'aux emplois officiels. Au Portugal, le problème est que les travailleurs et travailleuses de l'économie informelle ne bénéficient d'aucune sécurité sociale. Caroline Moch, coordinatrice européenne de la JOC (Jeunesse Ouvrière Chrétienne) estime que la pandémie est un signal d'alarme pour un changement du système économique. Le système actuel ne permettrait pas à chacun de vivre correctement. Les intérêts des jeunes seraient tout particulièrement négligés. La pandémie de coronavirus devrait être suivie d'une pandémie de solidarité.

L'aspiration à une « nouvelle normalité après la pandémie »

La journée du vendredi a commencé par les analyses critiques du professeur Paul Zulehner et de deux représentants de l'économie. La « nouvelle normalité » après la pandémie était au cœur des discussions, tout comme le fait de savoir si ce que nous connaissions avant pouvait être qualifié de « normal ». Le théologien Paul Zulehner a présenté une étude intercontinentale sur la pandémie. Il a décrit la nouvelle question sociale qui se pose de façon de plus en plus pressante suite à la pandémie : au XIXe siècle, la réponse politique à la question sociale était le mouvement ouvrier. « Aujourd'hui, qui assumera le rôle de l'avocat des perdants de notre système économique ? », s'est demandé le professeur Zulehner. Dans l'étude présentée, 35 % des répondants pensent que : « la pandémie conduira à une crise durable du capitalisme néolibéral », et 47 % estiment même que c'est souhaitable. P. Zulehner dresse donc le constat suivant : « il faut de grandes compétences politiques pour agir selon des principes importants dans les moments difficiles, tout en pensant au bien commun à long terme ». Il poursuit en expliquant que le terme « essentiel » ne doit pas seulement s'appliquer à des systèmes, mais qu'il doit être étendu aux êtres humains.

Une Union européenne numérique et verte – comment faire pour que la transformation soit socialement juste ?

Tim Joris Kaiser de la Représentation de la Commission européenne en Autriche a présenté les objectifs et les mécanismes de la facilité pour la reprise et la résilience, pièce maîtresse de la Next Generation UE grâce à laquelle l'UE aimerait soutenir la transformation écologique et numérique de son économie avec un budget de 750 milliards d'euros. Durant la discussion, le plan d'investissement a été globalement bien accueilli, même si de gros doutes ont été émis concernant le réalisme d'une mise en œuvre d'ici 2026, au vu du manque de main-d'œuvre qualifiée et de matériaux. Le professeur Levermans, de l'Institut de recherche de Potsdam sur les effets du changement climatique, a confirmé que la transformation pour atteindre une économie durable était dans l'intérêt de l'économie et de la société, en présentant les résultats des dernières études. Il a mis en garde contre le fait que les évènements climatiques extrêmes tels que les inondations, les vagues de chaleur ou les ouragans se renforcent mutuellement, et provoquent des dégâts économiques qui sont globalement bien plus importants que prévu. Les chercheurs de Potsdam ont analysé les chocs dans les chaînes d'approvisionnement grâce à un nouveau modèle économique : suite aux dépendances et aux interconnexions du commerce mondial, les économies à revenu élevé sont particulièrement touchées. Le professeur Levermans a conclu son exposé par une question : « Qu'arrivera-t-il si nous n'avons pas le temps de nous remettre des conséquences économiques des ondes de choc entre leurs différentes occurrences ? »

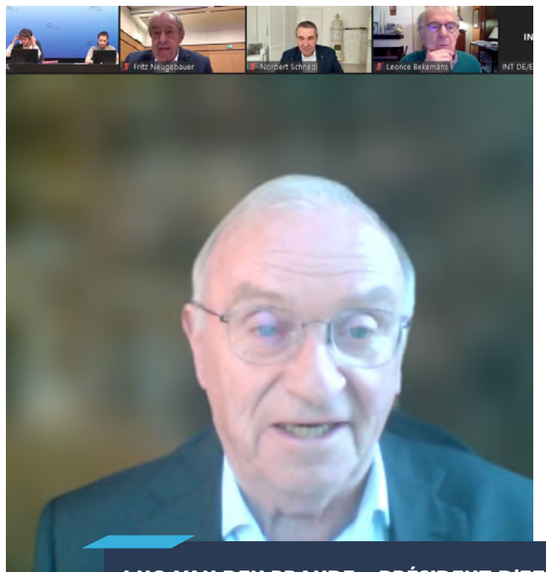
Transformation numérique et salaire minimum

Helga Hons, syndicaliste autrichienne, a abordé les défis qui se posent pour le droit du travail suite à la transformation numérique. Puisque le travail peut être effectué depuis de nombreux endroits, la tendance ne serait plus au droit du travail collectif, mais plutôt aux contrats individuels. Cette situation comporterait des avantages pour ceux qui désirent apprendre de nouvelles choses et qui peuvent aisément s'adapter. Elle serait toutefois fatale pour ceux qui sont dépassés par les changements ou pour ceux dont le travail peut facilement être remplacé par une intelligence artificielle. Jörg Tagger de la Direction générale Emploi de la Commission européenne a insisté sur les nombreuses initiatives de l'UE qui accompagnent la facilité pour la reprise et la résilience et qui visent à renforcer la dimension sociale et le dialogue social. Il a précisé que la Commission s'est consacrée activement et intensivement aux problèmes des travailleurs et travailleuses. La mise en œuvre concrète dépendrait aussi directement de l'engagement des partenaires sociaux. Dennis Radtke, eurodéputé et coordinateur du PPE au sein du Comité de l'emploi, a défendu avec verve l'initiative du salaire minimum européen. Il considère la nette majorité (37 « oui », sept « non » et sept abstentions) obtenue au Parlement européen comme une réussite. Au début des débats, personne n'aurait cru pouvoir obtenir un tel résultat. En outre, l'eurodéputé de la région de la Ruhr a défendu une régulation plus stricte du travail effectué via des plateformes. Il estime qu'il faut absolument clarifier le statut des livreurs et livreuses à vélo, ainsi que des chauffeurs « Uber ». Le fardeau de la preuve devrait impérativement changer de mains. Selon lui, il est inacceptable que ce soient les personnes qui travaillent via une plateforme qui doivent prouver qu'elles ne sont pas indépendantes. Dennis Radtke s'est dit favorable au plan d'investissement et au Pacte vert, tout en précisant : « nous devons nous assurer que l'argent du Fonds social pour le climat soit versé aux bonnes personnes ! ».

Conclusions et revendication de l'EZA

« L'UE doit devenir une communauté plus forte. Seuls, les États membres ne peuvent pas trouver de solutions globales. » Dans son discours de clôture, Luc van den Brande, président d'EZA, s'est joint à cette déclaration d'ouverture du co-président Piergiorgio Sciacqua. « Le monde globalisé doit continuer à se développer au-delà de la géopolitique pure pour créer une géosociété qui repense son avenir et qui transforme l'économie de marché sociale en économie de marché éco-sociale. La pandémie doit être un signal d'alarme qui nous pousse à réfléchir aux tâches primordiales de notre société et à agir. Dans ce cadre, les valeurs de la démocratie de l'UE comme l'État de droit et la dignité humaine sont primordiales. En tant qu'organisation de travailleurs socio-chrétienne, nous nous devons aussi d'être une source d'inspiration pour d'autres, ainsi que la voix des perdants et de ceux et celles qui sont socialement plus faibles ! »

SIGRID SCHRAML & ANDREAS GJECAJ
CENTRE DE CONTRÔLE VIENNE



LUC VAN DEN BRANDE – PRÉSIDENT D'EZA

« UNE VOLONTÉ POLITIQUE FORTE EST NÉCESSAIRE POUR ASSURER LA DURABILITÉ DE LA CONSTRUCTION »

Face à la crise climatique, le monde a besoin de constructions durables. Laetitia Baldan explique pourquoi la transition environnementale et sociale doivent aller de pair.

INTERVIEW : Lukas Fleischmann
PHOTOS : Lukas Fleischmann | Adobe Stock

EZA : Conjuguer le secteur de la construction avec le changement écologique et améliorer simultanément les droits des travailleurs semble plutôt être un défi. Comment faites-vous pour conjuguer et orchestrer l'ensemble de ces éléments ?

Laetitia : Eh bien, c'est une tâche difficile car nous devons prendre en considération de nombreuses perspectives. Tout d'abord, le secteur de la construction souffre d'une pénurie de main-d'œuvre. Il n'est tout simplement pas très attrayant pour les travailleurs, en particulier pour les jeunes ou les femmes, en raison des bas salaires et de l'énorme charge de travail. Mais parallèlement, nous constatons que nous avons plus que jamais besoin de ce secteur. Nous pouvons traduire ce besoin en statistiques : 11 à 14 % de tout l'argent du plan de relance de l'Union européenne va directement à la construction, en particulier à la rénovation des bâtiments. Pour y parvenir, une main-d'œuvre plus abondante est nécessaire et les travailleurs ont besoin de nouvelles compétences et de capacités numériques.

EZA : Pouvez-vous être plus précis à ce sujet ?

Laetitia : 75 pour cent des bâtiments dans l'UE sont considérés comme énergétiquement inefficaces. C'est un chiffre énorme. Mais pour rénover et, par conséquent, revaloriser la durabilité des bâtiments, des outils numériques doivent être utilisés. Nous parlons, par exemple, de gestion des bâtiments. Les travailleurs ont donc besoin de nouvelles capacités numériques. Et nous avons besoin dans ce secteur d'une main-d'œuvre jeune, qui a une grande affinité avec l'environnement numérique. Mais avec des salaires peu élevés et des conditions de travail précaires, il est difficile d'attirer les jeunes talents vers ce secteur.

EZA : Vous pouvez me donner un exemple ?

Laetitia : L'industrie des pompes à chaleur en est un bon exemple. La Fondation européenne pour le climat (ECF) a souligné que les travailleurs ne sont actuellement pas adaptés aux récents développements technologiques. Le nombre de travailleurs qualifiés est insuffisant. En conséquence, l'installation de pompes à chaleur reste marginale par rapport aux technologies fondées sur les combustibles fossiles. Cela signifie que nous disposons de la technologie, mais les personnes pour l'installer font défaut. Le manque de compétences et de main-d'œuvre engendre un ralentissement de la transition écologique.

EZA : Quelles suggestions formuleriez-vous pour changer cela ?

Laetitia : En premier lieu, augmenter les salaires. Ensuite, nous devrions donner plus de temps libre aux travailleurs du secteur de la construction. Cela implique bien sûr des jours de repos, des journées de travail correctes et durables, et une fin de carrière décente. Nous avons également besoin d'un dialogue social fort, non seulement au niveau de l'entreprise et du pays, mais aussi au niveau européen. Les problèmes du secteur de la construction ne sont pas un phénomène belge. Mais tous ces aspects ne seront réalisables que s'il existe une forte volonté politique de traiter ce problème.

« JE VEUX ÊTRE OPTIMISTE, MAIS JE PENSE QUE CELA PRENDRA BEAUCOUP DE TEMPS. LE MONDE TOURNE AUTOUR DE L'ARGENT ET SURTOUT DANS LE SECTEUR DE LA CONSTRUCTION, IL Y EN A BEAUCOUP. »

EZA : Vous avez organisé un séminaire d'EZA qui portait sur le changement écologique dans le secteur de la construction. Pourquoi un point de vue européen sur ce sujet est-il nécessaire ?

Laetitia : Il y a un cadre législatif mis en place par la Commission européenne, ce qui est très important. Mais en fin de compte, les mesures législatives vont plus loin au niveau national. Lorsque nous échangeons nos idées et expériences nationales sur ce sujet, nous pouvons nous inspirer les uns des autres. Nous avons eu des exemples de meilleures pratiques dans toute l'Europe.

EZA : Au-delà de la perspective au niveau européen ou national, le point de vue des personnes qui réaliseront des constructions durables à l'avenir, à savoir les travailleurs, doit être pris en considération. Comment leur tendre la main ?

Laetitia : C'est bien sûr l'une des choses les plus importantes que nous faisons en tant que syndicats. Nous représentons les intérêts de ces personnes. Cependant, ce n'est pas toujours une tâche facile. Les travailleurs sur les chantiers de construction viennent de différents pays, parlent différentes langues et travaillent sur différents chantiers. Il est difficile d'entrer en contact avec eux. En raison de la précarité des conditions de travail, la durabilité écologique ne figure généralement pas en tête de liste de leurs préoccupations.

EZA : Existe-t-il une corrélation entre des conditions de travail meilleures et plus durables, d'une part, et la transition écologique, d'autre part ?

Laetitia : Le besoin d'une telle corrélation se fait sentir. En tant qu'organisation de travailleurs, nous insistons sur notre volonté d'une transition verte mais aussi une transition juste. Et je crois qu'à long terme, l'une ne fonctionnera pas sans l'autre. Si nous améliorons les droits et les conditions des travailleurs sur les chantiers de construction, nous améliorerons la durabilité du secteur de la construction.

EZA : Où cela fonctionne-t-il déjà d'après vos observations ?

Laetitia : Un bon exemple est la liaison Oosterweel à Anvers, qui est un grand projet d'infrastructure européen de l'époque. Des améliorations majeures ont été apportées aux conditions de travail en matière de santé, de sécurité et de charge de travail. Des groupes composés de représentants de l'employeur et des travailleurs se réunissent régulièrement pour discuter de l'avancement du projet. Dans ces groupes, les gens parlent également des matériaux durables qui sont utilisés. Et même les résidents se joignent à eux pour apporter leur point de vue.

EZA : Dans quelle mesure êtes-vous convaincue que la neutralité climatique du secteur de la construction peut être atteinte ?

Laetitia : Je veux être optimiste, mais je pense que cela prendra beaucoup de temps. Le monde tourne autour de l'argent et surtout dans le secteur de la construction, il y en a beaucoup. Mais il n'est pas distribué équitablement. Si nous parvenions à augmenter les salaires afin d'améliorer les conditions de travail et d'attirer de nouveaux talents, nous irions dans la bonne direction.

LAETITIA BALDAN DELGADO TRAVAILLE POUR LE SYNDICAT BELGE ACV-CSC BIE

Laetitia Baldan Delgado travaille pour le syndicat belge ACV-CSC BIE (Bâtiment, Industrie & Énergie). Elle représente le département international du secteur des travailleurs du bois et du bâtiment. En octobre 2021, l'ACV-CSC BIE a organisé un séminaire à Bruxelles sur la transition écologique dans le secteur de la construction.

MAGAZINE

ADRESSE

Publication
EZA – Centre Européen pour les Travailleurs
Johannes-Albers-Allee 2 53639 Königswinter
Tel. +49 - 22 23 - 29 98 - 0
Fax +49 - 22 23 - 29 98 - 22
E-Mail: eza@eza.org www.eza.org

Rédaction
Sigrid Schraml, Lukas Fleischmann (rédacteur responsable)

Conception éditoriale et graphisme
Sofia Wunderling, 40227 Düsseldorf
wunderling.myportfolio.com

Photos
Lukas Fleischmann, ÖZA, Adobe Stock

Mode de parution
Trois numéros par an
Cette publication est réalisée avec l'aide financière del'Union européenne.